



## CHAPITRE 147

## CHAPTER 147

Loi concernant Les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la cité de Longueuil

An Act respecting The Catholic school commissioners for the municipality of the city of Longueuil

[Sanctionnée le 11 février 1959]

[Assented to, the 11th of February, 1959]

Préambule.

**A**TTENDU que Les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la cité de Longueuil, dans le comté de Chambly, ont, par leur pétition, représenté:

Qu'il est à propos de changer le nom de La commission scolaire catholique de la cité de Longueuil;

Que leurs revenus sont insuffisants pour rencontrer les exigences de leurs écoles et qu'il est devenu nécessaire de les augmenter;

Que, par suite de l'accroissement considérable de la population scolaire, les commissaires ont vu leurs fonctions accrues et doivent supporter un surcroît de travail et de dépenses qui en résulte pour eux;

Qu'il y a lieu de les indemniser pour leurs frais de déplacement, de représentation et autres dépenses;

Attendu qu'il est à propos de faire droit aux demandes contenues dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Nom changé.

**1.** Les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la cité de Longueuil, dans le comté de Chambly, sont dorénavant connus et désignés sous le nom de "La commission des écoles

Preamble.

**W**HEREAS The Catholic school commissioners for the municipality of the city of Longueuil, in the county of Chambly, have, by their petition, represented:

That it is expedient to change the name of The Catholic school board of the city of Longueuil;

That their revenue is inadequate to meet the requirements of their schools and it has become necessary to increase the same;

That, owing to the extensive growth of the school population, the work required of the commissioners has increased and they must meet the additional burden and extra expenses thereby entailed;

That it is expedient to indemnify them for their travelling, entertainment and other expenses;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Name changed.

**1.** The Catholic school commissioners for the municipality of the city of Longueuil, in the county of Chambly, shall hereafter be known and designated by the name of "The Catholic school com-

catholiques de Longueuil", ci-après dénommés "la commission".

mission of Longueuil", hereinafter called "the commission".

Obligations, etc.,  
non affectées.

2. Les obligations contractées et les droits acquis par la commission sous le nom de "La commission scolaire catholique de la cité de Longueuil" ont la même validité que s'ils avaient été respectivement contractés et acquis par elle sous le nom de "Les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la cité de Longueuil".

2. The obligations incurred and the rights acquired by the commission under the name of "The Catholic school commission of the city of Longueuil" have the same validity as if they had been respectively incurred and acquired by it under the name of "The Catholic school commissioners for the municipality of the city of Longueuil".

Taxe d'éducation autorisée.

3. La commission peut, par résolution, imposer et prélever, à compter du premier janvier 1959 inclusivement, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale n'excédant pas deux (2%) pour cent, dite taxe d'éducation, de même nature et conforme aux dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88, et ses amendements), sur le prix de vente ou d'achat en détail de tous biens meubles, effets mobiliers, marchandises et articles de commerce quelconques y compris le gaz et l'électricité utilisés pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur vendus ou achetés dans les limites de La municipalité scolaire de la cité de Longueuil, dans le comté de Chambly.

3. The commission may, by resolution, impose and levy, from the first of January, 1959, inclusive, in addition to any other tax, a special tax not exceeding two (2%) per cent called education tax, of the same nature and in accordance with the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88, and its amendments), on the retail sale or purchase price of all moveables, moveable effects, merchandise and articles of trade whatsoever, including gas and electricity used for lighting, power or heating sold or purchased within the limits of The school municipality of the city of Longueuil, in the county of Chambly.

Prélèvement et perception.

4. Ladite taxe est prélevée et perçue en même temps, de la même manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes sanctions et les mêmes exemptions que la taxe perçue en vertu des articles 4 et 5 dudit chapitre 88 des Statuts refondus de 1941, et ses amendements, *mutatis mutandis*.

4. The said tax shall be levied and collected at the same time, in the same manner, on the same conditions and with the same sanctions and the same exemptions as the tax collected under sections 4 and 5 of the said chapter 88 of the Revised Statutes of 1941, and its amendments, *mutatis mutandis*.

Conventions.

5. La commission est autorisée à faire des conventions avec le ministre des finances de la province pour la perception de la taxe dont l'imposition est permise par la présente loi.

5. The commission is authorized to make agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this act.

Stipulation.

Ces conventions peuvent stipuler qu'il sera permis au secrétaire-trésorier de la commission d'examiner tous rapports ou états fournis en vertu des dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88, et ses amendements).

Such agreements may stipulate that the secretary-treasurer of the commission shall be permitted to examine all reports or statements furnished under the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88, and its amendments).

Droits transférés.

Ces conventions pourront autoriser le ministre des finances de la province à exercer tous les droits de la commission

Such agreements may authorize the Minister of Finance of the Province to exercise all the rights of the commission

concernant la perception de la taxe d'éducation et les poursuites pour infraction à la présente loi.

respecting the collection of the education tax and proceedings for infringement of this act.

Disposi-  
tion ap-  
plicable.

**6.** L'article 28 du chapitre 88 des Statuts refondus, 1941, et ses amendements (Loi de l'impôt sur la vente en détail), est déclaré applicable à la taxe d'éducation imposée par la commission en vertu de la présente loi, *mutatis mutandis*.

**6.** Section 28 of chapter 88 of the Revised Statutes, 1941, and its amendments (Retail Sales Tax Act) is declared applicable to the education tax imposed by the commission by virtue of this act, *mutatis mutandis*. Provision to apply.

Partage.

**7.** Le revenu annuel provenant de ladite taxe sera partagé entre La commission des écoles catholiques de Longueuil, dans le comté de Chambly, et les commissions scolaires ou syndicats d'écoles protestants du territoire assujetti à cet impôt en proportion du nombre des enfants de chacune des dénominations religieuses, catholiques romaines et protestantes, respectivement, résidant dans le territoire commun à chacune des corporations scolaires concernées, tel que déterminé par le recensement prévu à l'article 285 de la Loi de l'instruction publique. En cas de divergence d'opinion à ce sujet, c'est le surintendant de l'instruction publique qui décidera en dernier ressort.

**7.** The annual revenue derived from the said tax shall be divided between The Catholic school commission of Longueuil, in the county of Chambly, and the Protestant school boards or trustees, of the territory subject to such tax proportionately to the number of children of each religious denomination, Roman Catholic and Protestant, respectively, residing in the territory common to each of the school corporations concerned, as fixed by the census provided for in section 285 of the Education Act. In case of difference of opinion in this respect the Superintendent of Education shall decide in the last resort. Division

Compensation aux  
commissaires.

**8.** La commission est autorisée à payer à même ses revenus annuels, à ses commissaires, comme compensation pour frais de déplacement, de représentation, et autres dépenses, une somme n'excédant pas mille deux cents (\$1,200.00) dollars au président et sept cents (\$700.00) dollars à chacun des commissaires, et ce, à compter du premier juillet 1958.

**8.** The commission is authorized to pay, out of its annual revenues, to its commissioners, as an indemnity for travelling and entertainment costs and other expenses, a sum not exceeding one thousand two hundred (\$1,200.00) dollars to the chairman and seven hundred (\$700.00) dollars to each of the commissioners, as from the first of July, 1958. Indemnity to commissioners.

Entrée en  
vigueur.

**9.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

**9.** This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.